



## **L'huile de palme, un danger pour les paysans, ici et ailleurs ?**

**Table ronde du 17/11/2016, Palais Eynard, Genève**

**Compte rendu par Denis Ruyschaert et Béatrice Vaggi**

### **Objectifs**

Cette table ronde avait pour objectif de discuter de l'impact de l'utilisation de l'huile de palme sur les paysans suisses et ceux des pays producteurs, afin d'ouvrir des pistes d'actions. Elle s'inscrit dans le prolongement d'une première table ronde « Pourquoi l'huile de palme a-t-elle si mauvaise presse ? » qui s'était tenue en septembre 2014 dans le même lieu (Synthèse disponible sur <http://www.swissaid.ch/fr/rspo-swge>). Comme lors cette première réunion, SWISSAID Genève a collaboré avec la Fédération Genevoise de Coopération et la Ville de Genève. L'entrée du public était libre.

Pour cette édition, nous avons débattu des conséquences sur les paysans des accords de libre échange actuellement négociés entre la Suisse et les deux principaux producteurs de l'huile de palme, la Malaisie et l'Indonésie. Un public nombreux dans une salle pleine (près de 100 personnes, nous avons dû refuser du monde), attentif et informé, issu de différents milieux (universités, municipalités, associations, citoyens) est venu.

Ont pris part à la table ronde des membres d'organisations actives sur la filière de l'huile de palme: Pierre Bois d'Enghien, Responsable du développement durable, Socfin (producteur d'huile de palme); Mickaël Blais, Responsable sourcing leader, Givaudan (producteur de biens de consommation); Denis Ruyschaert, Vice-président de SWISSAID Genève (association de développement); Bastien Sachet, Directeur de The Forest Trust (association environnementale); Valentina Hemmeler Maïga, Coordinatrice d'Uniterre (syndicat de paysans suisses). Isolda Agazzi, journaliste et responsable des politiques de développement à Alliance Sud, a modéré le débat.

La table ronde a été présentée par Sandrine Salerno, Conseillère administrative de la Ville de Genève, René Longet, Président de la Fédération Genevoise de Coopération (FGC), et Laurent Jimaja, Maire du Grand Saconnex et Président de SWISSAID Genève

Denis Ruyschaert, docteur en sociologie et spécialiste du thème, a initié le débat par une présentation power point (la présentation, la vidéo de la conférence et d'autres informations utiles sont disponibles sur le site Internet de SWISSAID Genève <https://www.swissaid.ch/fr/huile-de-palme-paysans>). Puis le

panel a débattu pendant une heure. Enfin, la discussion a été ouverte au public. Pour orienter les discussions, Isolda Agazzi posé trois questions principales à chacun des panélistes :

1. Est-ce que la certification RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil, issue d'une idée d'Unilever, Migros et WWF) pour une huile de palme durable a des impacts positifs sur les populations concernées ? Et que faites-vous en ce sens ?
2. Quels effets les accords bilatéraux de libre échange portés par le SECO avec la Malaisie et l'Indonésie (qui produisent 85% d'huile de palme de la planète) ont-ils sur les paysans producteurs d'oléagineuses en Suisse ?
3. Que faire concrètement pour les petits producteurs d'huile de palme ? Sont-ils exclus du système de certification, si complexe et onéreux ? Quelles propositions de la part des panélistes ?

### **Discours introductifs**

**Sandrine Salerno**, Conseillère administrative de la Ville de Genève, s'est félicitée de l'affluence et du public diversifié dépassant le cadre habituel. Cela témoigne de la capacité et du souci de SWISSAID Genève de travailler avec des acteurs différents. Elle s'est renseignée, l'huile de palme présentant un réel enjeu de société. Elle a rappelé que l'huile de palme est présente dans l'alimentation depuis très longtemps, mais qu'elle a connu un incroyable essor ces dernières deux décennies, ce qui a permis un développement économique significatif de certains pays et de certaines entreprises, créant des emplois et des opportunités. Néanmoins, les impacts négatifs sont nombreux : déforestation, réduction dramatique de la biodiversité, déplacement de populations et inégalités. Madame Salerno a évoqué la nécessité d'être attentif, cette huile étant omniprésente. D'où l'intérêt de connaître les diverses certifications (bio, durable...) ainsi que les liens entre la paysannerie d'ici et celle des pays producteurs. La Ville de Genève conduit une réflexion sur l'agriculture de proximité, qui inclut la valorisation des produits du terroir, ainsi que la promotion des agricultrices et les agriculteurs locaux.

**René Longet**, Président de la FGC, a aussi salué l'organisation de cette conférence. Il a indiqué que l'huile de palme fraîche, rouge, riche en vitamine E et en carotène, est un aliment essentiel pour de nombreuses populations au Sud. Mais ce n'est pas de cette huile que nous allons discuter. L'huile de palme a évolué, sa filière est de plus en plus industrialisée et représente 40% des graisses végétales utilisées à l'échelle mondiale. Il faut donc comprendre son circuit car son essor ne conduit pas seulement à des situations dramatiques dans les pays producteurs, comme le déboisement et la gestion non durable des sols, mais aussi à une alimentation malsaine des consommateurs. Des questions alors s'imposent : qu'est-ce que cette huile a de bon ? Le label de certification dont on parlera, la RSPO, est-il réellement vérifié ? Est-ce que l'huile de palme est « soluble » dans le développement durable, au niveau social, écologique et nutritionnel ? Est-ce qu'on peut l'intégrer dans nos valeurs ? Et finalement, est-ce que cette huile de palme est un risque pour nos producteurs ?

**Laurent Jimaja**, Maire du Grand Saconnex et Président de SWISSAID Genève, a d'abord évoqué les thématiques de la table ronde du 2014 « Pourquoi l'huile de palme a-t-elle si mauvaise presse ? », et la nécessité de sensibiliser le public à un sujet si controversé et si actuel. Il a souligné que l'objectif de cette table ronde de 2016 est d'aller plus loin que le constat d'il y a deux ans, afin d'ouvrir quelques pistes d'action. Il a aussi parlé des activités de SWISSAID Genève, parmi elles la souveraineté alimentaire et la transparence sur la production de matières premières. Il a conclu en invitant les personnes présentes à rejoindre l'association.

## Introduction des thématiques

En guise de préalable, **Denis Ruyschaert** a expliqué qu'il fallait distinguer l'huile de palme extraite de la chair du fruit et le palmiste extrait du noyau, le premier couvrant environ 90% des tonnages et le second environ 10%. Par simplification, on parle ici après « d'huile de palme » pour les deux sans distinction.

L'huile de palme constitue 40% de la production mondiale d'huile végétale. Cette huile a connu un énorme succès pendant ces dernières décennies. Ce succès s'explique par une demande toujours croissante, venant initialement de l'industrie agro-alimentaire (Un tiers des produits alimentaires industriels disponibles dans le commerce de détail contiennent de l'huile de palme), globalement en baisse, puis plus récemment par son utilisation croissante en agro-carburants (ces 5 ou 6 dernières années). La demande industrielle est essentiellement liée à son faible coût et à sa longue conservation, cette huile étant stable en raison de sa richesse en graisses dite « saturées ». Grâce à cette demande importante, le prix de l'huile de palme est resté élevé, en particulier par rapport aux autres productions agricoles qui ont une tendance à baisser d'année en année. Ceci a conduit à une offre accrue, facilitée par les Etats, en particulier l'Indonésie et la Malaisie, qui ont établi des politiques d'Etat soutenant les investissements dans cette culture. En effet, le palmier à huile est une culture pérenne de 25 ans. Une fois planté, il a besoin de cinq ans avant d'entrer en production. Pour développer de grandes monocultures sur plusieurs milliers d'hectares, il est donc nécessaire d'avancer des capitaux financiers importants pour démarrer les plantations, soit environ 10 millions de dollars pour 5000 hectares. Les grands producteurs bénéficient des financements des grandes banques et des fonds de pensions, souvent occidentaux. A l'autre bout de la chaîne, les multinationales agro-alimentaires produisant ces biens de consommation doivent aussi répondre à des actionnaires incluant souvent ces mêmes organismes financiers.

Mais si on parle souvent des « grands producteurs », Denis Ruyschaert souhaite rappeler qu'il y a en réalité trois grands types producteurs de palmier à huile :

- I. Les grands producteurs, qui gèrent des monocultures, typiquement de plusieurs milliers d'hectares chacune, avec des rendements élevés (4 à 5 tonnes par hectare) et qui possèdent une usine de transformation.
- II. Les petits agriculteurs dépendants (fermiers contractuels), qui sont sous contrat avec des grands producteurs industriels dont ils dépendent pour le prêt financier, l'achat du matériel (semence, fertilisant) et l'assistance technique. Ils ont des rendements similaires à ceux des grands producteurs.
- III. Les agriculteurs familiaux indépendants, qui possèdent la terre mais ont un rendement très bas, environ 2 tonnes par hectare. Ils connaissent de graves difficultés d'accès aux semences, aux fertilisants, aux capitaux et aux circuits de commercialisation

Dans les grands pays producteurs tels que l'Indonésie et la Malaisie, la culture du palmier engendre directement l'extinction des espèces, les conflits sociaux (destruction des modes de vie, impacts sur la gestion de l'eau et sur le microclimat, création d'emplois non qualifiés dans les plantations au détriment du savoir-faire des communautés locales), et l'accaparement des terres par l'Etat. En effet, les concessions se font sous forme de prêts de l'Etat aux grands producteurs pour une durée 30 ans avec possibilité de plusieurs renouvellement. Une fois le prêt terminé, ces terres reviennent à l'Etat, jamais aux communautés.

Les problèmes liés à l'exploitation du palmier à huile en Asie du Sud ont amené les industriels européens à créer la RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil) en 2004, qui propose depuis 2008

une huile de palme certifiée comme « durable ». Actuellement, la RSPO certifie 20% de l'huile produite mondialement. La certification se base sur huit principes sociaux, économiques et environnementaux, associés à des critères et à des indicateurs. Parmi les huit principes, notons la transparence, la responsabilité environnementale, la considération responsable pour les communautés, le respect des lois en vigueur et l'engagement à l'amélioration continue de la plantation.

Le problème du label est qu'il ne certifie que les grands producteurs et les petits contractuellement liés. Les petits agriculteurs indépendants sont exclus pour trois raisons : le coût de la certification est trop élevé ; ils sont incapables de se conformer à la bureaucratie nécessaire à la standardisation ; enfin, ils visent principalement un marché local ou régional qui n'est pas forcément demandeur. Pour remédier à ces problèmes, la RSPO et les acteurs dominants de la filière proposent maintenant trois évolutions : le « RSPO Net », qui interdirait la déforestation et respecterait les droits de communautés locales ; l'approche « juridictionnelle » qui imposerait la RSPO à tout les types de producteurs sur un territoire politique et légal donné, par exemple un Etat, une province ou un district ; enfin, la cooptation d'ONG environnementales pour l'amélioration en continu via la transparence, la standardisation et l'intégration de la filière.

La Suisse produit de l'huile végétale, de colza, de soja et de tournesol. Les accords de libre échange négociés actuellement entre le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) et l'Indonésie et la Malaisie auraient une répercussion sur les paysans suisses produisant ces huiles végétales, et tout particulièrement la filière colza qui constitue 65% d'huiles produites en Suisse. Ce danger existe sur trois niveaux qui se complètent : celui de la filière (la production de l'huile de colza), celui du système agricole et celui de la situation économique générale des agriculteurs.

Au niveau de la filière de l'huile de colza, la Suisse a créé une filière relativement prospère de colza, grâce à des prix stables et une production qui augmente liée à la création d'une nouvelle variété, le colza HOLL développé en 2004 par la recherche suisse. Cette variété produit une huile résistante à haute température, permettant de gagner des parts de marché dans l'huile destinée à la cuisson à haute température. En second lieu, le colza est une plante qui entre dans le cycle de l'assolement, donc dans le système agricole suisse dominé par les céréales à 70%. Semé après une culture de céréale, il a un impact positif en réduisant les maladies et les mauvaises herbes, ce qui *in fine* permet de meilleures récoltes de céréales semées au cycle suivant. En ce sens, la culture du colza permet aussi de remplir les obligations environnementales de rotation imposées par l'Etat. Enfin, le colza constitue une petite lueur économique dans une agriculture suisse déprimée par des prix catastrophiques du lait et un prix des céréales bas. Les problèmes de revenus agricoles suisses sont réels. Ils se traduisent concrètement par une charge de travail hebdomadaire élevée (de près de 60 heures par semaine) et un nombre d'exploitations agricoles en diminution rapide. Il n'y avait plus que 55'000 exploitations en Suisse en 2015, contre plus de 70'000 en 2000.

En conclusion, Denis Ruyschaert insiste sur le fait qu'il ne faut pas confronter les agriculteurs du Nord et ceux du Sud. Mais, il faut penser et confronter des systèmes agricoles différents. Les paysans, maîtres du savoir-faire et indépendants, se retrouvent précarisés et, *in fine*, éliminés au Nord comme au Sud. On assiste à la promotion d'une agriculture productiviste favorisée par les géants de l'agro-alimentaire qui privilégient la rationalisation et la standardisation, où prime la logique économique et financière à court terme. Bref, on s'écarte toujours davantage des systèmes agricoles « soutenables » privilégiés par les petits producteurs et seuls à même d'avoir un impact positif sur le climat et la conservation de la biodiversité. Sachant que l'agro-industrie est responsable de 50% des gaz à effets de serre et que les accords de la COP 21 à Paris sur le changement climatique ont été entérinés le 4 novembre 2016, l'Etat de Genève devrait avoir une charte sur ses achats agricoles, afin de privilégier

les produits correspondant à des systèmes de cultures diversifiés et promouvant les petits producteurs, ici et ailleurs.

## Discussion entre les panélistes

1. **Est-ce que la certification RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil, issue d'une idée de Unilever, Migros et WWF) pour une huile de palme durable a des impacts positifs sur les populations concernées ? Et que faites-vous en ce sens ?**

**Pierre Bois d'Enghien** indique que Socfin gère de par le monde 120'000 hectares de palmier à huile, en particulier en Indonésie et en Afrique. Toutes ses plantations en Indonésie sont certifiées RSPO. En Afrique, les travaux de certification sont en cours. A propos des petits producteurs, Socfin a des contrats d'achat de la production, ce qui inclut aussi le prêt pour acheter le matériel et démarrer la culture de palmier, plus les aides techniques. Les petits producteurs ont aussi droit à des formations pour optimiser leurs rendements. Par contre, ils ne décident pas du prix de vente de leur produit. Le prix est fixé par le contrat ou par l'Etat (dans le cas de la Côte d'Ivoire). La totalité de la production de Socfin est vendue à des acteurs locaux, **Pierre Bois d'Enghien** pense donc que les populations locales bénéficient de l'existence du label.

**Mickaël Blais** précise d'abord que Givaudan n'utilise que l'huile de palmiste. La société en a besoin parce que cette huile est faite de longues chaînes carbonées nécessaires pour les arômes. Givaudan n'achète que des produits labellisés RSPO. A travers ce choix, Givaudan compte influencer directement les politiques de développement au bénéfice de l'environnement et des producteurs locaux. **Mickaël Blais** pense que s'il n'y avait pas de pression de la part des acheteurs européens, le label n'existerait même pas. Givaudan promeut la certification et plus généralement des pratiques agricoles responsables dans les plantations à travers la traçabilité et un dialogue direct avec les producteurs. Il souligne que **« c'est une matière essentielle pour nous en petites quantités, (...) peut-être que Givaudan représente 0.01% de la production mondiale. (...) L'alternative à l'huile de palme serait le pétrole »**.

**Bastien Sachet** précise que The Forest Trust (TFT) est une ONG qui collabore avec les entreprises pour chercher des solutions aux problèmes de déboisement, de traçabilité, de pratiques non respectueuses de l'environnement, etc. **« Les entreprises ont un levier de marché qui est extraordinaire et qui a le pouvoir de faire changer les choses »** affirme-t-il. TFT a créé un programme de formation des agriculteurs pour connaître la forêt et ses valeurs intrinsèques. TFT soutient que le boycott des produits à base d'huile de palme n'a pas de sens étant donné que la production ne cesse d'augmenter. 80% des employés de TFT travaillent sur le terrain. TFT avoue qu'il y a encore énormément de problèmes dans la filière de l'huile de palme mais que le label RSPO est un signal de la volonté de les affronter et de les résoudre, nous **« rentrons dans la mêlée et essayons de changer les choses »** conclut-t-il.

**Valentina Hemmeler Maïga** indique qu'Uniterre est un syndicat de paysans suisses, membre de Via Campesina, un réseau mondial d'appuis aux petits paysans. Uniterre est active dans la promotion de la souveraineté alimentaire. Elle souligne : **« Quand je parle de souveraineté alimentaire ou d'accès à notre propre marché, je ne parle pas de fermeture des frontières ni d'auto-provisionnement »**. Pour elle, il faut trouver cette souveraineté au niveau local, national ou régional (par exemple européen, africain ou asiatique). Elle considère que le label RSPO est du *greenwashing*. Il représente un marché mondial hyper industrialisé et n'est pas une solution. Pour Uniterre, les petits agriculteurs n'ont pas besoin de formation. Le label ne les aide donc pas et ne garantit pas des salaires équitables

dans la filière. Le problème n'est pas le type de paysan au Nord et au Sud mais dans le système de production.

**Denis Ruyschaert** de SWISSAID Genève se déclare d'accord avec elle quant aux différents systèmes de production. Il pense que le marché de l'huile de palme profite d'investissements car le prix du marché est élevé, artificiellement maintenu par la demande en agro-carburants. Sans eux, les problèmes de déforestation et les exactions sociales s'arrêtent. Si ce prix s'effondre, le marché d'effondre aussi.

## **2. Quel effet les accords bilatéraux de libre échange portés par le SECO avec la Malaisie et l'Indonésie (qui produisent 85% d'huile de palme de la planète) ont-ils sur les paysans producteurs d'oléagineuses en Suisse ?**

Uniterre et SWISSAID Genève s'accordent à dire que les accords de libre échange, presque conclus avec la Malaisie et repris avec l'Indonésie, auraient un effet dommageable sur les producteurs suisses d'oléagineux, surtout de colza. TFT rebondit précisant que l'agriculture suisse ne peut être vue de manière isolée. Elle n'est pas résiliente et a besoin d'importations. Uniterre précise qu'elle est tout à fait d'accord sur ce point avec TFT et qu'elle voit la Suisse dans un système régional, européen, comme elle voit la production indonésienne en lien avec la région asiatique.

Ce qu'Uniterre dénonce c'est que ces accords promeuvent l'agriculture industrielle et se fait au détriment de la paysannerie qui n'est pas favorisée par ces politiques. TFT préfère essayer d'améliorer maintenant la situation sur place en collaborant avec le secteur privé plutôt que de se battre contre des politiques irresponsables en espérant qu'elles s'amélioreront dans le futur.

## **3. Que faire concrètement pour les petits producteurs d'huile de palme ? Sont-ils exclus du système de certification, si complexe et onéreux ? Quelles propositions de la part des panélistes (chartes d'achat, accords de ville à ville pour acheter de l'huile durable...) ?**

**Bastien Sachet** de TFT propose de renforcer la résilience des petits producteurs (à travers la diversité des cultures, par exemple) et d'intéresser les industriels à leurs problèmes. **Pierre Bois d'Enghien** de Socfin suggère de ne pas boycotter l'huile de palme pour ne pas les endommager. Selon lui, il faudrait contrôler toute la chaîne de production et garantir des prix corrects pour assurer une vie décente aux paysans du Sud impliqués dans la production et la certification. « **Acceptons de payer un peu plus cher pour que les petits planteurs aient une vie décente** », conclut Monsieur Bois d'Enghien. **Valentina Hemmeler Maïga** d'Uniterre rejoint en partie Bastien Sachet de TFT quant à la résilience de l'agriculture suisse et se prononce contre les accords de libre échange, ce qui ne signifie pas l'interdiction de l'huile de palme en Suisse, mais que ses conditions de production et de commercialisation se font au détriment des paysans suisses. Elle conclut : « **Je laisserais mes collègues paysans, avec qui je suis toujours en contact, d'Indonésie et d'autres régions, se battre dans leur pays pour développer leurs propres marchés locaux alternatifs** ». **Mickaël Blais** de Givaudan affirme que la traçabilité du produit constitue une des solutions concrètes. Selon lui, il faut former les petits planteurs et ne cultiver que sur les surfaces déjà existantes, donc à moindre coût et avec moins d'impact sur l'environnement. Oui aux chartes d'achats qui prouvent la provenance des produits, pas seulement pour les dérivés du fruit du palmier. **Denis Ruyschaert** de SWISSAID Genève soutient la nécessité d'une réflexion globale de la part du consommateur sur son alimentation, il faut être prêt à dépenser plus pour mieux manger « **On ne paye que le 7 à 8 % de nos revenus pour l'alimentation et c'est catastrophique car nous sommes ce que nous mangeons** » tempête-t-il. Il ajoute qu'il faut penser aux systèmes agricoles à l'échelle locale, ensuite régionale et, peut-être, finalement mondiale. A ce titre, la relation entre les petits producteurs indépendants et les grands

producteurs pourrait être améliorée. En améliorant la productivité des petits producteurs indépendants, on pourrait augmenter les productions ces 30 prochaines années sans nouvelles déforestation. Il suggère enfin que l'Etat comme celui de Genève devrait favoriser d'abord les producteurs locaux, par exemple à travers une charte, car il y a une réelle traçabilité, ainsi qu'un impact social et environnemental positif direct.

**Au terme du débat, le public a posé de nombreuses questions et ajouté des remarques ; voici les plus marquantes et complémentaires de ce qui a déjà été abordé.**

Concernant **l'importance des petits planteurs**, Pierre Bois d'Enghien, Socfin, répond qu'ils ont un poids quand ils sont réunis en fédérations et qu'il y a encore du travail à faire dans ce sens. Bastien Sachet, TFT, donne des chiffres. Il pense que 20% de l'huile de palme totale est produite par des producteurs indépendants. Denis Ruyschaert, SWISSAID Genève, affirme que cela dépend du pays : en Indonésie, 50% sont des grands producteurs, 25% des petits producteurs dépendants et 25% des petits indépendants. En Thaïlande, l'établissement des petits producteurs indépendants est facilité par l'Etat, ils sont plus nombreux ; en Malaisie au contraire, l'Etat est omniprésent avec des schémas très encadrés, ce qui explique qu'il n'y a que des très grands producteurs et des petits producteurs contractuellement liés, mais presque pas de petits producteurs indépendants.

Comme en lors de la table-ronde de 2014, **l'impact sur la santé humaine** est une préoccupation du public qui ressort toujours. Pierre Bois d'Enghien, Socfin, répond que l'huile de palme rouge (brute) est une source principale de vitamine en Afrique. Raffinée, il faut évidemment en limiter la consommation, tout comme d'ailleurs il faut le faire pour le beurre. Uniterre rebondit disant que l'huile de colza est riche en oméga 3, oméga 6 et vitamine E ; ce n'est pas le cas pour l'huile de palme à quantités comparables. La Fédération romande des consommateurs (FRC) s'est associée à Uniterre pour la transparence des étiquettes et révéler les huiles « cachées » sous l'indication « graisses végétales ». Selon TFT, il est impossible de remplacer l'huile de palme dans les productions industrielles et il faut donc consommer ces produits de manière raisonnable.

Concernant **la durabilité des plantations de palmiers à huile**, Pierre Bois d'Enghien de Socfin et Bastien Sachet de TFT affirment que c'est une culture qui abîme assez peu les sols puisque c'est un « arbre » cultivé pour 25 ans et que cet arbre a besoin de peu de fertilisants. En ce sens, TFT affirme qu'il faut mettre les choses en perspective. En effet, les cultures de colza en Suisse utilisent beaucoup de produits phytosanitaires qui seraient liées au déclin de la biodiversité.

Quant au **transport de l'huile de palme par bateau** avec un coût climatique important en raison du fuel lourd rempli de soufre, un participant demande « si cela en vaut la peine ». Bastien Sachet TFT explique qu'il y a une forte demande d'huile alimentaire, avec des pays comme l'Inde et la Chine qui subventionnent l'importation d'huile de palme. Selon lui, c'est ainsi que fonctionne aujourd'hui le commerce international et, certainement, cela pose de sérieux problèmes environnementaux. Denis Ruyschaert SWISSAID Genève réagit en répétant que la demande est en grande partie liée aux agro-carburants qui déterminent le prix du marché. L'alimentation joue un rôle secondaire dans cette dynamique d'import/export. Valentina Hemmeler Maïga d'Uniterre nous rappelle que, selon la FAO, les petits paysans nourrissent 80% de la planète : ils sont donc très efficaces et performants. En accord avec SWISSAID Genève, elle invite tout un chacun à penser en tant que système de production, et pas de filière, et à aller vers la souveraineté alimentaire. Mickaël Blais, Givaudan, se dit attentif à la problématique des transports ; Givaudan produit dans la région pour la région et limite les transports. Quant à la Socfin, elle fournit le marché local ou régional uniquement.

Enfin, un participant se demande si le commerce d'huile de palme a un sens aujourd'hui, sachant qu'on peut déjà nourrir 12 milliards d'êtres humains. Pourquoi l'importer plutôt que changer les cultures et produire ses huiles localement ? En outre, la production d'huile de palme n'empêche-t-elle pas le développement économique de certains pays qui sont à présent totalement dépendants des investissements étrangers ?

## **Conclusion**

*In fine*, les participants s'accordent à affirmer que les problématiques et les préoccupations des petits producteurs en Suisse sont souvent les mêmes que celles des petits paysans du Sud. Ces paysans pourraient revenir au centre du débat sur la souveraineté alimentaire dans un futur proche. Denis Ruyschaert de SWISSAID Genève conclut ainsi, « **Il faut revoir l'histoire de l'agriculture ; l'obsession de chaque pays a été toujours la sécurité alimentaire jusque dans les années 80.** », (...). Avec « **des tensions politiques plus sérieuses, (...) les Etats pourraient remettre la sécurité alimentaire au centre de leurs politiques car il faut nourrir les populations** ».